

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 17/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JPR METAL COMPANY

Avenue Maréchal Juin
69720 Saint-Laurent-de-Mure

Références : UDR-SSDAS-24-159-MF
Code AIOT : 0010600136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement JPR METAL COMPANY implanté 10 Avenue Maréchal Juin 69720 Saint-Laurent-de-Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JPR METAL COMPANY
- 10 Avenue Maréchal Juin 69720 Saint-Laurent-de-Mure
- Code AIOT : 0010600136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JPR METAL COMPANY a été autorisée par arrêté préfectoral du 22 juillet 1998 à exercer des activités de transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, traitement

d'emballages plastiques et traitement par perforation et pressage de fûts métalliques. Depuis 2013, l'activité de perforation/pressage de fûts est à l'arrêt. Les rubriques ICPE ont été actualisées par arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2013.

L'activité du site s'est arrêtée fin 2023. L'ensemble des équipements et matériels a été racheté et évacué du site par le repreneur du fond de commerce. L'exploitant doit désormais mettre en œuvre une procédure de cessation du site pour lequel la vent est en cours.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 28/11/2013, article 1	Sans objet
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/07/2024, article R512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site est désormais vide de tout déchet et équipement.

L'inspection enjoint donc l'exploitant à procéder sans délai à la déclaration de la cessation définitive des activités du site et à produire les pièces réglementaires attendues.

L'inspection a procédé, par sondage, à un contrôle des attendus en termes de mise en sécurité du site. Ce sujet n'appelle pas de remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/11/2013, article 1
Thème(s) : Autre, Situation administrative
Prescription contrôlée : Le tableau récapitulatif des activités figurant au point 1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 autorisant la société J.P.R Metal Company à exercer des activités soumises à la législation des installations classées, au 5 avenue du maréchal Juin à Saint-Laurent-de-Mure 69720 St- Laurent-de-Mure, est remplacé par le tableau de l'APC du 28 novembre 2013
Constats : L'inspection a constaté l'absence d'activité sur le site. L'exploitant a indiqué que le site avait arrêté son activité fin 2023. L'ensemble des machines et équipements a été enlevé par la société ayant racheté le fond de commerce de l'activité. L'inspection a noté qu'aucun déchet n'était entreposé sur le site. L'ensemble des bâtiments et aire d'entreposage extérieure est vide. Le site, qui est en cours de vente, appartient toujours à l'exploitant actuel .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
Prescription contrôlée :

<p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en matière de cessation d'activité.</p> <p>Considérant que l'activité a cessé sur le site depuis plusieurs mois, l'exploitant doit notifier sans tarder aux services de la Préfecture (DDPP) et à l'Inspection des installations classées la cessation définitive du site.</p> <p>Pour rappel, l'usage futur du site doit être défini par l'exploitant et l'autorité compétente (le Maire) doit émettre un avis sur cette proposition. Ces informations seront à joindre avec le dossier de cessation.</p> <p>Cette notification doit également préciser les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.</p> <p>Sur ce sujet, l'Inspection a d'ores et déjà constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la clôture du site de façon efficace • le bon état apparent des bâtiments (pas de risque d'effondrement des murs / toiture) • la sécurisation des fosses (risque de chute) • l'absence d'équipements abandonnés sur site • la remise en état récente d'équipements électriques • l'absence de produits dangereux • l'absence de déchets dangereux • la présence des registres déchets et les justificatifs d'évacuation • l'absence d'indice visuel de pollution des sols sur site <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'un diagnostic des eaux souterraines avait été réalisé par un bureau d'études à travers la mise en place de 12 piézomètres sur le site. Les résultats n'ont pas été communiqués à l'Inspection pour le moment.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection rappelle donc à l'exploitant ses obligations en matière de cessation d'activité et l'enjoint à transmettre dans un délai court la notification de cessation d'activité accompagnée de l'ensemble des pièces attendues.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>